

ON PEUT GAGNER !

Le gouvernement donne aux riches et au Medef:

En 2009, le bouclier fiscal a coûté 679 Millions d'€. Les 1169 plus fortunés ont empoché un chèque du Trésor de 362 126 € chacun, et se sont partagés 423,32 millions € (62 % de l'enveloppe totale) dont 30 Millions pour la seule Mme Bettencourt.

Entre 1998 et 2006, le salaire moyen des 90% de français gagnant le moins a augmenté de 0.9 % (inflation incluse). Dans le même temps, 8.2% pour les 10% gagnant le plus, 10.6% pour les 5%, 18.3% pour les 1%, 35.8% pour les 0.1% et 68.9% pour les 0.01%. Autrement dit : en France aujourd'hui, plus on est riche et mieux on est augmenté !

Quand aux exigences de rentabilité du capital, pas besoin de chercher bien loin des exemples. La somme globale des dividendes encaissés correspond à celle des pensions versées, tous régimes confondus, soit 250 milliards d'euros.

Le gouvernement minore les réactions des salariés

Dans les cinq manifestations organisées le 23 septembre en Isère, la police a compté plus de manifestants que le 7 septembre (entre 20 et 30% supplémentaire). Il en est ainsi dans tous les départements français et lors des 240 manifestations organisées. Mais au soir du 23, le ministère recensait moins de manifestants que le 7 !

Sans doute au prétexte que les fonctionnaires de l'Etat étaient moins nombreux en grève. Faut-il rappeler que ceux-ci se voit amputés d'une journée de salaire systématiquement et qu'ils n'ont pas la possibilité de faire 2h de débrayage par exemple. On peut donc comprendre, sans que cela veuille dire qu'ils étaient moins nombreux dans les manifs ...

Alors que les salariés soutiennent de plus en plus nombreux -au moins deux sur trois- la mobilisation en cours contre le projet gouvernemental de réforme des retraites, les ministres à l'unisson continuent d'affirmer que « tout le monde a bien compris qu'il faudrait travailler plus longtemps pour financer nos retraites ». On appelle ça la méthode Coué ...

Faisons éclater la vérité : **Une autre réforme est possible !**

Manifestons plus massivement encore à GRENOBLE

🚩 **Samedi 2 octobre, départ 14h30 cours Jean Jaurès**

🚩 **Mardi 12 octobre, en grève, 10h cours Jean Jaurès**

La CGT revendique

- le droit à la retraite à taux plein pour tous à 60 ans, avant 60 ans pour les salariés ayant effectué des travaux pénibles.
- la possibilité pour tous d'atteindre les annuités nécessaires à ces âges en prenant en compte les années d'études, de recherche d'un premier emploi, de chômage indemnisé ou pas, etc ...
- un taux de remplacement de 75% du salaire de référence (ramené aux 10 meilleures années dans le privé et maintenu aux 6 derniers mois dans le public).
- pas de pensions inférieures au Smic, revendiqué à 1600 euros par la CGT.
- améliorations des avantages familiaux (pensions de réversion, enfants, ...)
- le plein emploi, de meilleurs salaires et conditions de travail, le développement des services publics, ...

Coup de torchon, n'attendons pas 2012 !

Les mesures antisociales n'arrivent pas seules : la réforme des retraites n'est pas encore bouclée que d'autres mauvaises nouvelles se font entendre du côté de l'Assemblée Nationale.

La mobilisation doit monter d'un cran

Malgré l'opposition de tous les syndicats, soutenus par une large majorité de salariés, le gouvernement s'obstine à passer en force son projet de réforme des retraites. Ce **projet qui est celui du patronat** n'a fait l'objet d'aucune négociation ce qui fait de la procédure employée un **déni total de démocratie**.

Ainsi en prenant en compte les seules solutions proposées par le MEDEF, et rejetant sans débat les propositions alternatives, le gouvernement se met au service exclusif des intérêts d'une minorité contre l'intérêt général.

Pour faire passer sa réforme, il use des **ficelles les plus grossières** en tentant de faire croire qu'un nombre croissant de salariés comprennent et acceptent les sacrifices demandés.

Nous n'avons pas choisi ce bras de fer mais nous n'avons pas d'autre choix que de nous y opposer. Et puisque le débat tourne autour de la **participation aux manifestations**, il devient impératif que ceux qui les voient avec sympathie viennent grossir les rangs des manifestants.

L'ampleur des prochaines journées d'action sera déterminante pour faire reculer ce gouvernement.

Une victoire des salariés sur la réforme des retraites serait un point d'appui considérable pour freiner les ardeurs du gouvernement concernant les prochaines mesures sur le financement de l'assurance maladie, la loi sur l'énergie électrique (NOME) ou le débat sur la fin des 35H qui revient à nouveau.

Le gouvernement, pour aller vite, impose un calendrier serré mais même si la loi est finalement votée, il devra tenir compte des mobilisations comme cela a été le cas pour la loi « Contrat Première Embauche » qu'il a dû remiser face à la contestation.

La meilleure assurance de voir abroger ces lois injustes et inefficaces c'est la mobilisation maintenant sans attendre 2012.

Communiqué commun (extraits)

CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FSU, UNSA
vendredi 24 septembre 2010

Les organisations syndicales considèrent que la journée nationale d'action du 23 septembre 2010 est un franc succès. Les salariés du public et du privé, en participant massivement à cette 2ème journée de grèves et de manifestations du mois de septembre, ont réaffirmé leur détermination à ne pas accepter une réforme injuste et inefficace.

La journée d'hier a été marquée par l'engagement de nouveaux salariés du privé, notamment des PME mais aussi par la présence de plus de jeunes et de femmes. Cette vaste mobilisation s'accompagne d'un large soutien de la population qui refuse le report de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans ainsi que celui de 65 à 67 ans pour toucher une retraite à taux plein. Quoi qu'en dise le Gouvernement, la démobilisation suite au vote à l'Assemblée nationale, n'a pas eu lieu.

C'est bien l'exigence d'un véritable débat et l'examen d'autres alternatives au projet de loi qui s'expriment plus fortement.

Les organisations syndicales mettent en garde le Gouvernement sur les conséquences que provoquerait l'ignorance de la colère qui s'exprime profondément.

Les organisations syndicales réaffirment leur totale détermination. Elles confirment les termes de leur lettre ouverte unitaire au Président de la République et aux parlementaires, notamment : « le vote de ce projet dans sa logique actuelle n'est pas d'actualité ».

NB : la suite du communiqué porte sur les actions à engager, dont les manifestations annoncées dans ce tract.

Le mentor a fait fort (Extrait du Canard enchaîné du 29 Septembre 2010)

C'est une très courte compil, pas plus d'une minute, qui fait sensation sur le net, et ça se comprend : on y voit Sarkozy répéter, marteler, avec la force de conviction qu'on lui connaît, que jamais il ne touchera à la retraite à 60 ans.

1. Le 22 Janvier 1993, tout jeune, équipé d'une oreillette : « **Moi, j'ai voté pour le RMI, et j'ai voté pour la retraite à 60 ans, que les choses sont claires** (sic). »
2. Dans un entretien du « Monde » daté du 22 Janvier 2007, à la question « **Faut-il garder la retraite à 60 ans ?** », cette réponse : « **Le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer, etc.** »
3. Face caméra, le 2 Mai 2007, ponctuant ses phrases d'un mouvement de main décidé : « **Le financement des retraites est équilibré jusqu'à l'horizon 2020** »
4. Le même jour, dans le studio de RTL, Christophe Hondelatte l'interroge sur la suggestion de Laurence Parisot, la patronne du Medef, de faire passer la retraite à 63 ans et demi : « **Elle dit "Si on fait pas ça, à un moment donné, on ne pourra plus payer les pensions." Vous dites banco ?** » Réponse du candidat Sarkozy : « **Elle a le droit de dire ça. Je dis que je ne le ferais pas. Pour un certain nombre de raisons, et la première c'est que je n'en ai pas parlé pendant ma campagne présidentielle. Ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les français. Je n'ai donc pas de mandat pour faire cela.** (Un temps d'arrêt théâtral.) **Et ça compte, vous savez pour moi** »

On connaît la suite.